

Burundi : les journalistes d'Iwacu toujours en prison un an après leur arrestation

TV5MONDE, 22.10.2020 Un an derrière les barreaux. Cela fait maintenant un an que quatre journalistes du groupe de presse Iwacu - un des derniers médias indépendants du Burundi - sont en prison. Ce jeudi 22 octobre, 65 organisations de défense des droits humains appellent à leur libération. Ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo et ont été arrêtés pour "intelligence avec l'ennemi".

22 octobre 2019 - 22 octobre 2020. Un an après l'arrestation de Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Egide Harerimana et Thérèse Mpozenzi, quatre journalistes du groupe de presse Iwacu, 65 organisations de défense des droits de l'homme, parmi lesquelles Reporters sans Frontières, Human Rights Watch ou encore Amnesty International demandent leur libération immédiate et sans condition. Les quatre journalistes, incarcérés depuis octobre 2019, ont vu leur condamnation à deux ans et demi de prison ferme et à une amende d'un million de francs burundais (437,26 euros) confirmée en appel le 4 juin 2020 à la suite d'un long et pénible processus judiciaire.

"Les tribunaux envoient ainsi un message destiné à intimider et menacer les autres journalistes afin de les dissuader de faire leur travail et de dénoncer ce qui se passe dans le pays" selon les organisations signataires. Depuis le 22 octobre 2019, il n'est plus possible de lire quoi que ce soit issu des plumes de ces quatre journalistes, arrêtés avec leur chauffeur (aujourd'hui libre), pour "complicité d'atteinte à la sécurité de l'État", alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo au nord-ouest du pays dans la province de Bubanza. Ils ont fait ce que font tous les bons journalistes, ils vont sur le terrain. Antoine Kaburahe, fondateur du groupe de presse Iwacu. Arrivés sur place, ils aperçoivent un regroupement de la population qui fuit les combats et se font accueillir directement par les forces de l'ordre qui procèdent à leur arrestation. Une fois dépouillés de leur matériel, ils passeront leur première nuit derrière les barreaux. Selon un communiqué du procureur général burundais peu de temps après leur arrestation, ils ont été appréhendés parce qu'ils étaient "sur la colline où se déroulaient les affrontements et les faits à la disposition du ministre public montrent qu'ils pourraient avoir eu l'avance des informations". Or, les journalistes s'étaient annoncés aux autorités locales et le gouverneur de la région avait déclaré sur Twitter que la situation était sous contrôle selon Antoine Kaburahe, fondateur d'Iwacu. Respect des droits humains et de la liberté d'expression : l'espoir d'un changement En poste depuis le 18 juin 2020, le nouveau président de la République du Burundi Évariste Ndayishimiye "devrait écrire une nouvelle page entre la presse et le pouvoir" car "c'est l'image du Burundi et du gouvernement qui en pâtissent" espère Antoine Kaburahe. Reporters Sans Frontières plaide pour une grâce présidentielle : "Après cinq longues années de censure de l'information, la poursuite de cette politique enverrait un signal terrible aux journalistes burundais qui tentent encore courageusement d'exercer leur métier" a déclaré Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF, à Iwacu. Selon le classement mondial 2020 de la liberté de la presse de RSF, le Burundi occupe la 160e place sur 180. Tanguy K. Toussaint